

L'essor des relations économiques entre le Canada et le monde arabe

par L. A. Delvoie

Pendant les quelque vingt années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, les relations du Canada avec le monde arabe ont découlé dans une large mesure de l'intérêt que nous portions au conflit israélo-arabe. L'un après l'autre, les gouvernements canadiens ont considéré que ce conflit, qui éclatait périodiquement en guerre ouverte, représentait une grave menace à la paix mondiale et engendrait l'instabilité et la souffrance dans les pays et les populations du Moyen-Orient. Dans les limites de ses capacités et de ses ressources, le Canada s'efforçait de contribuer à réduire cette menace et à atténuer cette souffrance. C'est donc dans le cadre des efforts des Nations Unies pour maintenir la paix au Moyen-Orient et secourir les victimes du conflit qu'il a noué ses premiers véritables contacts avec les pays arabes.

A partir de 1949, des officiers canadiens ont été détachés au Liban, en Syrie, en Jordanie et en Égypte en qualité de membres de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST). De 1956 à 1967, plusieurs milliers de soldats canadiens ont servi dans la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) cantonnée en Égypte et dans la bande de Gaza; le Canada avait d'ailleurs joué un rôle de premier plan dans la création de cette Force à la suite de la crise de Suez en 1956. De plus, à l'appui des entreprises humanitaires de l'ONU dans ce secteur, le Canada est resté depuis 1950 l'un des principaux bailleurs de fonds et donateurs d'aide alimentaire à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).

En dehors du cadre de l'ONU, la présence officielle du Canada dans le monde arabe demeurait cependant très modeste. Les ambassades établies au Caire et à Beyrouth au cours des années 50 servaient moins à favoriser les relations bilatérales qu'à surveiller l'évolution du conflit israélo-arabe et à faire connaître la position canadienne à cet égard aux cinq gouvernements arabes auprès desquels elles

étaient accréditées (Égypte, Soudan, Liban, Syrie et Jordanie).

Certes, le gouvernement canadien continue de s'intéresser vivement aux efforts internationaux visant à résoudre le conflit israélo-arabe, comme en témoigne son appui à l'UNWRA, qui s'est traduit en 1975-1976 par une contribution de 3,2 millions de dollars, et sa participation militaire, depuis la guerre d'octobre 1973, aux opérations de maintien de la paix de l'ONU sur les lignes de cessez-le-feu israélo-syriennes et israélo-égyptiennes. Mais depuis quelques années, une nouvelle dimension est apparue dans les relations du Canada avec plusieurs pays arabes, dimension bilatérale dont la présence se manifeste de plus en plus dans le domaine économique.

Décisions de principe

C'est dans un large contexte de décisions de principe prises par le gouvernement canadien et de nouvelles réalités touchant de nombreux pays arabes que ce changement a pu se produire. Au milieu des années 60, le gouvernement canadien en est venu à la conclusion que ses programmes d'aide au développement international devaient, entre autres choses, projeter à l'étranger l'image du caractère bilingue du Canada et contribuer à renforcer notre unité interne et notre dessein collectif. Cette décision de principe s'est traduite dans la pratique par la mise en œuvre de programmes d'aide dans plusieurs pays francophones d'Afrique, les efforts bilatéraux du Canada au chapitre de l'aide économique s'étant jusque-là limités presque exclusivement aux pays du Commonwealth. C'est ainsi que le Canada a établi ses

M. Delvoie est conseiller à l'Ambassade du Canada en Belgique. Il a passé une grande partie de sa carrière aux Affaires extérieures à s'occuper du Moyen-Orient, tant au pays qu'à l'étranger, où il a rempli diverses fonctions au Liban, en Égypte et en Algérie. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.